



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Un-message-des-cols-bleus-de-Montreal-Lettre-ouverte-aux-Montrealais>

# Un message des cols bleus de Montréal - Lettre ouverte aux Montréalais

- Communiqués -



Date de mise en ligne : mardi 8 décembre 2015

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**MONTRÉAL, le 8 déc. 2015**

**Chères Montréalaises et chers Montréalais,**

**Suite à la loi 15 qui a éliminé le pouvoir de négociation des travailleurs en ce qui a trait à leur régime de retraite, le gouvernement libéral à Québec s'acharne sur les employés municipaux avec son pacte fiscal 2016-2019.**

Il attaque un droit fondamental, reconnu par la constitution, celui de négocier nos conditions de travail. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés devant un tel affront.

La situation préoccupe à un tel point que 4000 membres se sont déplacés pour assister à une assemblée spéciale du Syndicat des Cols bleus regroupés de Montréal le 25 novembre dernier. Ils ont voté à 96% en faveur d'exercer des moyens de pression au moment que nous jugeons opportun afin de lutter contre ces injustices.

Au lieu de s'attaquer à la collusion et à la corruption qui se poursuivent dans des activités telles que le déneigement ou la collecte des déchets, on s'attaque aux femmes et aux hommes qui livrent les services publics.

L'ensemble des contribuables devrait être inquiet. Le maire Denis Coderre veut privatiser la Ville à grande échelle. Il veut tout sous-traiter. Pourtant, il est reconnu qu'il faut miser sur l'expertise interne pour lutter contre la corruption.

La recommandation 25 du rapport de la commission Charbonneau abonde dans le même sens : « L'expertise interne est un rempart efficace contre la collusion. » Et pourtant, la Ville de Montréal veut que toutes les barrières à la privatisation et à la sous-traitance soient éliminées.

Par exemple, le maire de Montréal prend 200 000 \$ du budget municipal pour son chauffeur privé lorsque par le passé, ça a toujours été un col bleu qui accomplissait ce travail, et ce, à une fraction du prix.

Le maire a aussi donné un contrat de 5 millions de dollars à l'ancien chef de police Marc Parent, alors qu'il avait en mains un rapport de 2012 qui détaillait pourquoi la sous-traitance en matière de sécurité coûtait plus cher à l'externe.

Nous voulons dès maintenant rouvrir notre convention collective pour protéger l'appareil public. Le maire Denis Coderre et son directeur général, Alain Marcoux, veulent démanteler les services publics municipaux.

Montréalaises et Montréalais, joignez-vous à nous pour contrer et dénoncer la dilapidation de nos biens et de nos services collectifs !